



**DIRECTION DU COMMISSARIAT
D'OUTRE-MER DE GUYANE**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
CCP N° 2020-05**

Fourniture et livraison d'équipements de protection individuelle en Guyane.

Le présent cahier des clauses particulières comprend 32 pages numérotées de 1/33 à 33/33

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché public	4
1.2 Définition et forme du marché public	4
1.3 Allotissement.....	4
1.4 Montant du marché public.....	4
1.5 Personnes concernées.....	4
1.6 Désignation du représentant légal du pouvoir adjudicateur (RPA)	5
1.7 Désignation du comptable assignataire des paiements	5
1.8 Points de contact.....	5
1.9 Documents contractuels.....	5
1.10 Documents à fournir jusqu'à la fin d'exécution du marché public	5
1.11 Modifications du marché public	6
1.12 Marchés complémentaires.....	6
ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE PUBLIC – RESILIATION	6
2.1 Durée du marché public	6
2.2 Résiliation.....	7
ARTICLE 3 : TYPE ET FORME DE PRIX.....	7
3.1 Type et forme de prix.....	7
3.2 Date d'établissement des prix.....	7
3.3 Actualisation des prix.....	8
3.4 Clause de sauvegarde	8
3.5 Achat sur devis	8
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	8
4.1 Réunion de lancement.....	8
4.2 Exécution de la prestation	8
4.3 Obligations du titulaire.....	9
4.4 Sous-traitance	10
4.5 Récusation.....	10
4.6 Clauses d'exécution à caractère environnemental et social.....	11
4.7 Pouvoirs de l'administration	11
4.8 Vérification/ Admission de la prestation	11
4.9 Délais d'exécution.....	12
4.10 Exécution aux frais et risques du titulaire	12
4.11 Service minimum.....	12
4.12 Décision de poursuivre.....	12
4.13 Continuité des conditions d'exécution.....	12
4.14 Evolution technologique et innovation	13
ARTICLE 5 : MODE DE REGLEMENT.....	13
5.1 Mode de règlement.....	13

5.2	Forme de la demande de paiement	13
5.3	Intérêts moratoires	14
5.4	Avance	15
5.5	Valorisation.....	15
5.6	Cession ou nantissement de créances	15
ARTICLE 6 : PENALITES ET REFACTIONS.....		15
6.1	Application des pénalités	15
6.2	Application des réfections	16
6.3	Règlement des pénalités / réfections	16
6.4	Défaillance du titulaire.....	16
6.5	Demande d'exonération des pénalités	16
6.6	Exécution aux frais et risques du titulaire	16
ARTICLE 7 : ACCES AUX INSTALLATIONS.....		16
ARTICLE 8 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....		17
ARTICLE 9 : CLAUSES DE CONFIDENTIALITE.....		18
ARTICLE 10 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE		18
ARTICLE 11 : LITIGES		19
ARTICLE 12 : INTERLOCUTEUR PME/PMI.....		19
ARTICLE 13 : DEROGATIONS AU CCAG.....		20
ARTICLE 14 : GENERALITES.....		21
14.1	Obligation du titulaire	21
14.2	Caractéristiques des produits commandés.....	21
14.3	Livraison	31
ARTICLE 15: MODALITE D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....		32
15.1	Moyens mis en œuvre	32
15.2	Sécurité.....	33
15.3	Annulation et report des prestations	33
15.4	Contrôle des prestations	33

PREAMBULE

Le présent CCP est constitué de deux volets : les clauses dites administratives particulières d'une part et les clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution du marché public.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la fourniture et la livraison d'équipements de protection individuelle (EPI) en Guyane.

1.2 Définition et forme du marché public

Le présent marché public est un marché à procédure formalisée passé en application des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique. (AOO : Appel d'Offre Ouvert).

Ce marché public est un accord-cadre à bons de commande - Articles L.2125-1, R.2162-1, R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

L'objet du marché public s'inscrit dans la catégorie des marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS).

Code CPV : (nomenclature européenne règlement n° 213/2008 de la Commission du 28 novembre 2007).

- 35810000-5 « Equipement individuel ».

1.3 Allotissement

La procédure n'est pas allotie et donne lieu à l'attribution d'un (1) marché public. L'allotissement est de nature à restreindre la concurrence et à rendre plus couteuse l'exécution du marché. Le titulaire doit avoir un volume suffisant pour proposer de bons prix et créer un stock tampon dans le département compte tenu des délais d'approvisionnement.

1.4 Montant du marché public

L'estimation financière sur la durée totale du marché se porte à 1 056 000,00€. Cette estimation n'est pas contractuelle.

Le marché est conclu sans montant minimum, ni maximum.

1.5 Personnes concernées

Les personnes concernées au titre du présent marché public sont :

- le ministère des Armées, représenté par le directeur du commissariat d'outre-mer de Guyane, d'une part,
- la société titulaire dont l'offre a été acceptée par l'administration, désignée par l'expression « le titulaire » d'autre part.

1.6 Désignation du représentant légal du pouvoir adjudicateur (RPA)

Par arrêté du 22 juin 2007 modifié – JO du 14/07/2007, est désigné RPA :

Madame la commissaire en cheffe de 1ère classe Dominique MOREAU
Directeur du commissariat d'outre-mer de Guyane
Quartier Loubère – CS 56019
97306 Cayenne cedex

1.7 Désignation du comptable assignataire des paiements

Monsieur l'administrateur des finances publiques :
Directeur régional des finances publiques de Guyane
Service de la dépense – Rue Fiedmond – 97300 Cayenne.

1.8 Points de contact

Concernant la partie administrative, le titulaire doit contacter la cellule « Suivi des marchés qualité » de la DICOM à l'adresse électronique suivante : dicom-guf-saf-smq.referent.fct@intradef.gouv.fr

Concernant la partie technique, les correspondants sont listés à l'article 23 du présent CCP n° 2019-33.

Ces derniers, le cas échéant, orientent le titulaire vers l'interlocuteur concerné.

Les PME-PMI rencontrant des difficultés dans l'accès à la commande publique ou son exécution peuvent également contacter le correspondant PME-PMI, chef du bureau des marchés et de l'achat (Tél. : 05 94 39 59 60).

1.9 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le présent marché public est régi par les documents contractuels ci-après, cités dans l'ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement souscrit par le titulaire et ses annexes.
2. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché public.
3. Le Cahier des Clauses Particulières (CCP n° 2020-05), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicables aux marchés de fournitures et services courants (arrêté du 19 janvier 2009), sauf dérogations mentionnées à l'article 13 du présent CCP.
5. Les éléments techniques transmis par le titulaire dans son offre et que la personne publique juge importants.
6. Les bons de commande.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché public, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire accepte sans réserve les clauses du présent cahier des charges.

1.10 Documents à fournir jusqu'à la fin d'exécution du marché public

Conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché public produit, tous les six mois jusqu'à la fin d'exécution du marché public, les pièces prévues aux articles D8222-5 du Code du travail s'il est établi en France ou D8222-7 et D8222-8 s'il est établi à l'étranger. Pour ce faire, il doit utiliser l'attestation de versement de cotisations et contributions sociales

(attestation de vigilance) disponible sur le site de l'URSSAF, l'attestation fiscale disponible directement sur le compte fiscal de l'entreprise, ainsi qu'une attestation de régularité de l'entreprise au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (pour les entreprises de plus de 20 salariés).

Par ailleurs, et conformément aux articles D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail, le titulaire devra produire, lors de la conclusion du contrat, la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier. Cette liste précise pour chaque salarié concerné ; sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation. Ces documents sont à fournir tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

En cas de refus de produire ces pièces, le marché public peut être résilié pour faute du titulaire.

1.11 Modifications du marché public

Le titulaire du marché public s'engage à informer dans les meilleurs délais le RPA de toute modification le concernant (fusion-absorption, changements de raison sociale, d'adresse, de numéros SIREN, SIRET, de RIB) ou concernant les prestations inscrites au marché public.

A cet effet, il fournit tous les documents administratifs nécessaires à la prise en compte des modifications.

En cas de non production de ces documents, les factures établies ne sont pas présentées au paiement.

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du code de la commande publique du code de la commande publique, le marché public initial peut être modifié en cours d'exécution, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles susvisés.

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché public initial.

1.12 Marchés complémentaires

En application des articles L.2122-1 et R.2122-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut recourir à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour l'achat de fournitures complémentaires.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE PUBLIC – RESILIATION

2.1 Durée du marché public

Le présent marché public est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de début d'exécution. Il peut être renouvelé à chaque date anniversaire par tacite reconduction pour une période d'un an et pour une durée totale de quatre (4) ans.

La date de début d'exécution du marché est le 1^{er} septembre 2020 ou la date de notification du marché si celle-ci est postérieure.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de un (1) mois avant la date de fin de validité du marché public.

La non reconduction du marché public n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

2.2 Résiliation

Il est fait application des dispositions des articles 29 à 33 du CCAG/FCS.

Résiliation pour faute

En cas de non-respect des obligations prévues, notamment inexactitude des documents et renseignements mentionnés, refus de production des pièces prévues, le marché public peut être résilié aux torts du titulaire.

En cas de défaillance dans l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements dans un délai imparti. Passé ce délai, le marché public peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 32 du CCAG/FCS.

Le RPA peut notamment mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public pour non-respect des obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement.

La décision du RPA mentionne la date d'effet de cette résiliation.

En cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations non-exécutées aux frais et risques du titulaire en faisant appel à « l'attributaire de secours » en cas de défaillance du titulaire selon les modalités décrites à l'article 6.7 du présent CCP.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut notamment mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public pour un motif d'intérêt général. Il peut résilier, sans indemnités, le marché public en cas de non-respect des stipulations de l'article relatif à la clause de sauvegarde du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnités, le marché public pour motif d'intérêt général et notamment en cas de restructuration, d'aliénation, de dissolution, de refondation, de délocalisation, de fermeture, de vente ou de transfert de l'organisme bénéficiaire et/ou des organismes rattachés, par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS.

ARTICLE 3 : TYPE ET FORME DE PRIX

3.1 Type et forme de prix

Le marché public est traité à prix unitaires, en euros et sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Les prix sont établis en tenant compte :

- des frais de transport, frais de livraison ;
- des frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du titulaire.

Les prix unitaires sont ceux proposés par le titulaire : dans le bordereau des prix unitaires, annexe n° 1 à l'acte d'engagement et les prix proposés dans son catalogue après application de la réduction contractuelle.

Les prix comportent un maximum de deux décimales après la virgule.

Conformément à l'article **294** du code général des impôts, le département de la Guyane est exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

3.2 Date d'établissement des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant à celui de la date limite de remise des offres.

3.3 Actualisation des prix

Les prix initiaux du bordereau de prix unitaire peuvent être actualisés à chaque date anniversaire de notification du marché public selon les conditions suivantes :

Le titulaire peut proposer annuellement un prix actualisé au pouvoir adjudicateur, au moins deux (2) mois avant la date anniversaire du marché public.

L'actualisation de prix doit parvenir, de façon dématérialisée à l'Administration, sous format Excel, dans un tableau correspondant au bordereau de prix initial, augmenté de deux (2) colonnes :

- la première, avec le coefficient de révision ;
- la deuxième, avec les nouveaux prix actualisés.

De plus, une pièce jointe, justifiant l'augmentation envisagées, est annexée au tableau, précisant toutes les modalités de calculs des prix proposés (formule, pondération des indices...) et le détail des indices utilisés (provenance, numéro d'identifiant, libellé complet, ...), le cas échéant.

L'actualisation de prix doit être adressée par courriel à dicom-guf-saf-smp.referent.fct@intraef.gouv.fr au moins deux (2) mois avant la date anniversaire du marché public et expressément acceptée par le RPA.

A défaut de réponse de l'Administration dans un délai de trente (30) jours, la révision de prix proposée est tacitement rejetée et toute facture afférente sera refusée. En cas de rejet tacite, le fournisseur peut adresser une nouvelle demande d'actualisation de prix dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date du rejet tacite.

3.4 Clause de sauvegarde

Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

Dans tous les cas, la variation de prix proposée par le titulaire ne pourra pas être supérieur à 3 % par an.

3.5 Achat sur devis

Des consommables ne figurant pas dans les bordereaux des prix unitaires et le catalogue peuvent être réglés au titre du marché public après acceptation d'un devis par l'administration. Les achats récurrents d'un produit faisant partie de la gamme peuvent faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

4.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement peut être organisée en fonction des besoins du bénéficiaire et de l'Administration. A cette réunion, est présent :

- le titulaire ;
- le bénéficiaire du marché public ;
- la cellule Suivi Marché Qualité (SMQ).

Celle-ci est a pour objet d'effectuer une revue des points mentionnés aux articles du présent CCP.

4.2 Exécution de la prestation

Pour toute commande, le bénéficiaire adresse un bon de commande au titulaire. Aucune livraison ne peut être faite sans bon de commande.

Chaque bon de commande comporte :

- Le numéro du marché public;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation détaillée des fournitures à livrer ;
- Le (les) lieu (x) de livraison des produits ;
- La date de livraison, déterminée au préalable entre le titulaire du marché et le bénéficiaire ;
- Les prix unitaires TTC ;
- Le montant TTC du bon de commande ;
- Les coordonnées du bénéficiaire.

Le titulaire du marché public est tenu d'accuser réception du bon de commande dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures, par courriel :

- À la cellule du suivi marchés qualité (SMQ) de la DICOM,
- Au responsable du suivi des prestations qui est désigné par la formation bénéficiaire.

L'absence d'accuser de réception dans le délai imparti ne dispense pas le titulaire de ses obligations à réaliser la prestation.

Sauf autorisation expresse et écrite émanant du Service Achats Finances (SAF) de la DICOM GUYANE, aucune livraison/ prestation ne doit être exécutée sans réception de bons de commande.

4.3 Obligations du titulaire

Le titulaire doit estimer l'organisation des fournitures à livrer et des prestations à réaliser, ainsi, prendre en compte les diverses contraintes (météorologie, ...) et difficultés d'exécution éventuelles.

L'exécution des prestations ne doit pas être interrompue pendant la période des congés légaux. En cas d'absence de son personnel, le titulaire prend immédiatement, à ses frais, toutes les dispositions pour que la totalité du service soit assuré.

Le titulaire signe le certificat de conformité (CC) présentée par le responsable désigné du site (annexe n°1 du CCP).

Le titulaire est seul responsable des dommages qui peuvent être causés par ses employés aux installations, équipements ou véhicules ou il assure les prestations.

Il est rappelé que conformément à l'article 19.3 du CCAG/FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison.

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le fournisseur demeure responsable de la qualité et de l'intégralité de la fourniture jusqu'à sa livraison. Toute clause contraire mentionnée sur le bon de livraison, facture ou autre document sera nulle et non avenue.

Il est tenu d'enlever et de remplacer, sous son entière responsabilité, les marchandises dont la qualité n'est pas reconnue conforme à celle exigée par les documents régissant le marché public.

Toute dépense liée à un dommage causé est systématiquement imputée au titulaire du marché public.

OBLIGATIONS AVANT LE DEBUT DES PRESTATIONS :

Protocole de chargement/déchargement ou protocole de sécurité (art.R.4515-4 et R.4515-5 du Code de travail)

Plan de prévention

La liste des chargés de prévention est communiquée au titulaire lors de la réunion de lancement.

La validation préalable du plan de prévention est indispensable avant la première intervention.

Le personnel doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'autorité militaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (accès au quartier, sécurité incendie, etc. ...).

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme militaire par une ou plusieurs entreprises extérieures, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer (Instruction n° 300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998).

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur ; il s'engage à faire connaître à celui-ci les informations prévues aux paragraphes 1.5 et 3.5 de cette instruction.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

4.4 Sous-traitance

La sous-traitance est accomplie conformément à l'article 3.6 du CCAG/FCS, L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193 1 à R.2193-22 du code de la commande publique et est constatée par un acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4) ou ses avenants.

Le formulaire DC4 peut être obtenu à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

4.5 Récusation

Le RPA se réserve le droit de récuser tout intervenant au titre des ressources mises en place par le titulaire pendant toute la durée du marché public et le cas échéant, en avise le titulaire. Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés, à compter de la notification du courrier officiel de la DICOM pour désigner un nouvel interlocuteur.

De même, si un intervenant n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne publique et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au RPA dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis.

Le remplaçant est considéré accepté si la personne publique ne le refuse pas dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de réception de la communication mentionnée plus haut. Si la personne publique refuse le remplaçant, le titulaire dispose de dix (10) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le RPA.

4.6 Clauses d'exécution à caractère environnemental et social

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS relatives à la protection de l'environnement, les candidats pourront mettre en place des mesures allant au-delà des prescriptions législatives et réglementaires, telle que :

- l'utilisation de papier recyclable et recyclé,
- l'impression recto/verso,
- l'utilisation de matières labellisées,
- la formation de ces personnels à l'éco-conduite.

Concernant les aspects sociaux, le titulaire est incité à embaucher des personnes en situation précaire ou d'handicap. Par exemple, en priorisant l'emploi de personnes issues d'organismes d'insertion professionnel et notamment les personnes ayant une formation du RSMA.

Durant l'exécution du marché, sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournira un état des lieux de ses actions concernant la protection de l'environnement ainsi que le développement social de son entreprise.

Dans le cadre des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des contrôles de sécurité du matériel, de la protection du personnel.

Achats responsables

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400 : 2017 « achats responsables - Lignes directrices » délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 : 2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) accompagne le titulaire dans cette démarche – pour toute information : site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

4.7 Pouvoirs de l'administration

Conformément à son pouvoir de direction, l'Administration peut procéder à tout contrôle qu'elle juge utile.

4.8 Vérification/ Admission de la prestation

A la réalisation des prestations, le bénéficiaire doit remplir un certificat de conformité (CC) mentionnant au minimum :

- le numéro du marché (2020 072 XXXX XX XX) et l'objet ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) des fournitures livrées ;

- la date de la livraison ;
- la nature des produits livrés (désignation, quantité...).

Le certificat de conformité doit être signé contradictoirement par le titulaire et le bénéficiaire, puis transmise à la cellule SMQ de la DICOM. Ce document atteste le Service Fait (SF).

Le certificat de conformité (annexe n° 1 au CCP) est transmis avec la facture via le portail chorus-pro afin de permettre la liquidation de la facture. Pour toute question concernant la facturation, la cellule régulation du bureau finances est joignable au 05.94.39.20.65.

4.9 Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque bon de commande est celui que le titulaire propose dans son offre.

A défaut, les pénalités prévues à l'article 6.1 du CCP n° 2019-25 sont systématiquement appliquées.

Le titulaire ne peut pas invoquer comme fait justificatif d'un retard pris dans l'exécution de son obligation contractuelle l'état de ses stocks ou les dates de fermeture de son établissement.

Le titulaire peut, néanmoins, demander avant la fin du délai d'exécution de la prestation une prolongation de délai conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS. Cette demande sera l'objet d'une réponse formelle de la DICOM.

Le titulaire s'informe des horaires d'ouverture de l'établissement bénéficiaire et des jours de fermeture exceptionnels, le cas échéant.

4.10 Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans le cas où le titulaire se révèle incapable de fournir, pour quelque motif que ce soit, des prestations prévues au marché public, le pouvoir adjudicateur peut décider de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire auprès d'un autre fournisseur.

L'Administration peut notamment faire appel à l'« attributaire de secours » en cas de défaillance du titulaire. Le choix de cet « attributaire de secours » est effectué selon l'ordre de classement des candidats réalisé dans le cadre de la mise en concurrence, en commençant par le deuxième d'entre eux.

4.11 Service minimum

En cas d'annonce de grève, le titulaire doit informer l'établissement aussi rapidement que possible, et avant le début de la grève, sur les mesures prises par lui à ses frais et risques pour assurer le respect de ses obligations contractuelles.

La grève n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles, il lui appartient de trouver des solutions palliatives pour se conformer à la bonne exécution du marché public. Tout manquement fait l'objet d'une mise en demeure et peut constituer un cas de résiliation du marché aux torts du titulaire.

4.12 Décision de poursuivre

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-3 du code de la commande publique, si, en cours d'exécution du marché public, une augmentation du besoin initialement prévu apparaît nécessaire, un avenant peut intervenir.

4.13 Continuité des conditions d'exécution

Même lorsque des événements n'ayant pas le caractère de la force majeure viennent à modifier les modalités de l'exécution de ses obligations contractuelles, le titulaire s'engage à garantir la continuité de celles-ci.

Ainsi, en cas de substitution d'un produit par un autre, ce dernier bénéficie des mêmes conditions tarifaires que le produit initial. Si besoin, la documentation technique afférente est toujours adressée au Pouvoir Adjudicateur.

4.14 Evolution technologique et innovation

En cas de demande d'évolution technologique de la part du bénéficiaire, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché public, le titulaire a la possibilité de demander à la DICOM, une modification du tableau de prix pouvant aller à la hausse comme à la baisse, notamment en raison d'une évolution technique.

Ces évolutions ne peuvent être effectives par le titulaire qu'après accord expresse de la DICOM et par voie d'avenant.

Les titulaires fournissent, avec l'aide du bénéficiaire, à l'appui de sa demande :

- le cas échéant, un tableau comparatif entre les nouveaux produits et les anciens précisant en quoi les ceux-ci sont plus performants et plus adaptés au besoin ;
- le nouveau prix fixé.

La DICOM prend une décision dans un délai d'un (1) mois suivant la demande de substitution présentée par le titulaire. A défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée.

4.15 Garantie

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie de la fourniture qui serait reconnue défectueuse.

La garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessaires pour la remise en état fonctionnel du service.

ARTICLE 5 : MODE DE REGLEMENT

5.1 Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement administratif.

5.2 Forme de la demande de paiement

Le titulaire émet les factures conformément à l'article L441-3 du code du commerce et aux dispositions du marché public.

La transmission des factures peut uniquement s'effectuer par voie dématérialisée, depuis le 1^{er} octobre 2018, via le portail Chorus-pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Le code « service exécutant » est :

- D04115J973 pour les FAG ;
- RGTSMA1973 pour le RSMA ;
- GN5EMGF973 pour la gendarmerie.

Les factures doivent obligatoirement **mentionner le numéro du marché subséquent ainsi que la référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ à 10 chiffres) mentionnée *sur le bon de commande*.**

Le non-respect de cette obligation entraîne systématiquement la suspension du délai global de paiement

Enfin, les factures sont établies en original et portent **obligatoirement**, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et l'adresse du créancier ;
- Adresse de facturation ;
- Référence de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou du Répertoire des Métiers (RM) ainsi que le n° de SIREN ou SIRET ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Numéro du marché et sa date de notification ;
- Lieu de livraison concerné ;
- Montants TTC des produits livrés ;
- Copie de la fiche de suivi qualité (document obligatoire) ;
- Numéro et la date d'émission de la facture (avec, le cas échéant, la mention « annule et remplace la facture n° du ») ;
- Identification RIB.

Tout changement intervenant dans la déclaration initiale doit être signifié par courrier dans les plus brefs délais. Ces modifications sont susceptibles de bloquer le paiement.

Le cas échéant :

Dans le cas d'une sous-traitance déclarée et validée par l'Administration, la facture peut être directement transmise par le sous-traitant à la DICOM dans les conditions décrites à l'article 4.5 du présent CCP. En ce cas, ce dernier doit justifier que la facture a bien été transmise au titulaire. Le titulaire du marché public peut apposer une mention « bon pour accord » ainsi que son cachet et sa signature sur la facture avant envoi via le portail Chorus-pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le titulaire peut également transmettre la facture du sous-traitant avec la mention « bon pour accord » ainsi que son cachet et sa signature sur la facture avant envoi via le portail Chorus-pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

En cas de duplicata : la mention « DUPLICATA » doit apparaître distinctement sur la facture.

Pour toute information concernant la mise en œuvre de la dématérialisation via le portail Chorus pro et le paiement des factures, le titulaire peut contacter la cellule régulation (tél : 05.94.39.20.65).

5.3 Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire ou le sous-traitant payé directement, a droit, sans qu'il ait à les demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due ;
- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013.

Le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

S'ajoute à ce taux une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à quarante (40) euros.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

5.4 Avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Pour chaque bon de commande de plus de 50 000,00 € et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois, une avance de 20% du montant du bon de commande sera versée.

Pour les bons de commande d'un montant inférieur et/ou d'une durée inférieure, aucune avance ne sera versée.

Le règlement d'avance n'a pas le caractère de paiement partiel définitif. L'avance n'est pas actualisable.

5.5 Valorisation

Si le fournisseur souhaite, d'une manière ou d'une autre, exploiter l'image des Forces Armées en Guyane (FAG) en tant que client de sa société, de l'une de ses filiales ou de l'un de ses actionnaires, les parties s'engagent à négocier de bonne foi la cession des droits patrimoniaux nécessaires à l'utilisation de l'image des FAG.

En toute hypothèse, aucune utilisation de signes (mots, acronymes, logo, etc.) rattachables directement ou indirectement aux FAG ne peut être faite par le titulaire sans l'accord exprès et écrit, signé par le RPA.

5.6 Cession ou nantissement de créances

Le titulaire et/ou les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 (et R.2193-22 si sous-traitance) du code de la commande publique.

Personnes concernées :

Comptable assignataire général des paiements :

Monsieur l'administrateur des finances publiques
Directeur régional des finances publiques de Guyane
Service de la dépense – Rue Fiedmond – 97300 Cayenne.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Madame la Commissaire en cheffe de 1^{ère} classe Dominique MOREAU
Directeur du commissariat d'outre-mer de Guyane
Quartier Loubère – CS 56019 – 97306 Cayenne cedex.

ARTICLE 6 : PENALITES ET REFACTIONS

6.1 Application des pénalités

En cas de retard de livraison, la pénalité ci-dessous est appliquée.

$$P = V * R / 750$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix TTC de base, hors variations de prix de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Le calcul des pénalités donne lieu à l'établissement d'un décompte provisoire des pénalités par établissement et par facture concernés. Le titulaire est informé des retenues qui lui sont infligées par communication de l'état portant décompte provisoire, transmis par la cellule SMQ.

6.2 Application des réfections

Si la prestation est réalisée de manière incomplète ou de façon non conforme au cahier des charges, une réfection de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, sera appliquée.

6.3 Règlement des pénalités / réfections

Sauf décision du pouvoir adjudicateur, aucune exonération de pénalités ne s'applique.

Si le montant des réfections et/ou pénalités excède 15% du montant annuel du marché public, l'Administration se réserve le droit de résilier le présent marché public dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG/FCS.

6.4 Défaillance du titulaire

Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement ou partiellement la prestation dans les délais impartis.

En cas de défaillance totale ou partielle, le titulaire est mis en demeure, par courrier et par courriel avec accusé de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de quarante-huit heures (48 h).

6.5 Demande d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG/FCS, les demandes d'exonération partielle ou totale des pénalités appliquées doivent impérativement être transmises par courrier adressé au RPA, en recommandé avec accusé de réception, et ce, dans un délai de quatorze (14) jours à compter de la date d'envoi du décompte de pénalités. A l'issue de ce délai, les retenues sont considérées comme acceptées, acquises et définitives.

Ces demandes éventuelles doivent être argumentées et justifiées.

6.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de mauvaise exécution réitérée, de désistements répétés ou d'anomalies constatées de façon répétitive, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché et/ou de faire exécuter les prestations par une autre entreprise.

Les prestations inexécutées par le titulaire peuvent être confiées par le R.P.A. à un prestataire de son choix, après information du titulaire du marché. La prestation est alors exécutée aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG./FCS.

L'Administration peut notamment faire appel à l'« attributaire de secours » en cas de défaillance du titulaire. Le choix de cet « attributaire de secours » sera effectué selon l'ordre de classement des candidats réalisé dans le cadre de la mise en concurrence, en commençant par le deuxième d'entre eux.

ARTICLE 7 : ACCES AUX INSTALLATIONS

L'Administration autorise, au titulaire et à ses préposés, les accès nécessaires à la bonne exécution du présent marché public. Cette autorisation reste toutefois subordonnée aux règles générales d'accès dans les enceintes militaires de personnes étrangères aux armées.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses agents ou préposés, les règles générales applicables à l'accès, à la circulation et au stationnement dans les enceintes militaires.

L'accès des sites peut être provisoirement refusé au titulaire dans les cas suivants :

- mise sur pied de mesures spécifiques de protection et de défense,
- non référencement de véhicule de la société titulaire,
- non référencement du personnel de la société titulaire. Il est vivement conseillé à la société titulaire de stabiliser ses équipes d'intervention site par site.

La liste de ces motifs n'est pas exhaustive.

Le titulaire renonce à toute action envers l'Administration pour toute difficulté liée à l'accès aux installations.

ARTICLE 8 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du marché public pour faute du titulaire.

L'inobservation des dispositions du présent article rend le titulaire passible des mesures prévues à l'article 32.1 du CCAG/FCS, après avoir été mis en demeure, conformément à l'article 32.2 de ce même CCAG.

Le titulaire doit respecter la réglementation en vigueur en matière d'Hygiène, de Sécurité et de Conditions de Travail (HSCT). Ces mesures comprennent la sécurité de son personnel et des personnes de façon plus générale.

Le titulaire s'engage à ne pas recourir à l'emploi d'une main d'œuvre, notamment infantine, dans des conditions contraires aux engagements internationaux pris par la France.

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de la loi 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Il ne doit pas avoir fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 au casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du code du travail.

Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7/8 du code du travail sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché conformément à l'article 46 du code des marchés publics ou éventuellement une attestation sur l'honneur.

Le titulaire doit s'assurer que la situation de ses employés est en conformité avec les dispositions prévues aux articles R5221-3 à 5221-6 du code du travail et que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-1 et L1221-13 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L5212-1 du code du travail soit en souscrivant à la déclaration visée à l'article L5212-5, soit en versant la contribution visée à l'article L5214-1 du code du travail.

Le non-respect de celles-ci peut entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/FCS.

ARTICLE 9 : CLAUSES DE CONFIDENTIALITE

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du marché s'engage à assurer la protection des informations ou supports protégés qu'il aura à connaître au titre du présent marché public.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants relatifs à ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'informations ou supports protégés couverts par le secret de la défense nationale :

- l'arrêté du 25 août 2003 relatif à la protection du secret de la défense nationale et l'instruction générale interministérielle n° 1300 annexée à cet arrêté ;
- l'arrêté du 18 avril 2005 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la défense nationale et la sûreté de l'Etat dans les marchés ;
- l'instruction générale interministérielle n° 900 du 18 juin 2007 sur la sécurité des systèmes d'information qui font l'objet d'une classification de défense pour eux-mêmes ou pour les informations traitées ;
- l'article 5 du CCAG/FCS applicable au présent marché public.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de la présente clause de protection du secret ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

Toute violation ou inobservation par le titulaire d'une ou plusieurs de ces obligations, même dans le cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du marché à ses torts, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

L'exécution du marché peut conduire le titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de la défense nationale, doivent être protégées et ne peuvent être rendues publiques.

Le titulaire s'engage et engage son personnel à ne divulguer, sous quelque forme que ce soit, aucun élément connu dans le cadre du présent marché public.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable des éventuels dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, causés à autrui (maître d'ouvrage, concessionnaires des réseaux, riverains et usagers du site), résultant de l'exécution des prestations. Cette responsabilité concerne son personnel et son matériel, ainsi que les éventuels sous-traitants et, s'il y a lieu, le matériel loué ou prêté.

Dans son offre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents et de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, de tout changement survenu dans son organisation, sa chaîne d'approvisionnement ou sa stratégie industrielle susceptible d'affecter le respect de ses obligations contractuelles ainsi que toute modification des prix réglementés.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à fournir les numéros d'espèce tarifaire de ses produits (le code douanier conforme au code de nomenclature douanière appelé système harmonisé (code SH), composé de 12 caractères numériques et d'une clé alphabétique).

Lorsque les produits relèvent du règlement européen n°1907 « REACH » du 18 décembre 2006, le titulaire s'engage également à fournir les fiches de données de sécurité des produits du marché ; il les met à jour en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire viendrait à cesser son activité, la personne publique se fera remettre tous les documents.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires non français.

L'article 55 du code des tribunaux administratifs donne compétence au tribunal administratif du lieu où le contrat a été signé par l'autorité publique lorsque l'exécution du contrat s'étend au-delà du ressort d'un tribunal administratif.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis à la partie adverse par le titulaire ou le directeur du commissariat d'outre-mer de Guyane, sous pli recommandé avec accusé de réception.

En cas de recours, l'intervenant est :

Chef du bureau des marchés et de l'achat de la DICOM de Guyane

Quartier Loubère – CS 56019

97306 Cayenne cedex

Téléphone : 05 94 39 59 60

Courriel : dicom-guf-saf-smp-referent.fct@intradef.gouv.fr

Instance chargée des recours :

Tribunal administratif de Guyane

7 rue Victor Schœlcher

97300 Cayenne

Téléphone : 05 94 25 49 70

Télécopie : 05 94 25 49 71

ARTICLE 12 : INTERLOCUTEUR PME/PMI

Conformément à l'instruction N° 15359/DEF/CAB du 14 novembre 2002 relative à l'engagement de service du ministère des armées envers ses fournisseurs, l'interlocuteur PME/PMI est :

Chef du bureau des marchés et de l'achat de la DICOM de Guyane

Quartier Loubère – CS 56019

97306 Cayenne cedex

Téléphone : 05 94 39 59 60

ARTICLE 13 : DEROGATIONS AU CCAG

L'article 2.2 du présent CCP déroge à l'article 33 du CCAG/FCS.

L'article 6.1 du présent CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.

L'article 6.5 du présent CCP déroge à l'article 37.2 du CCAG/FCS.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 14 : GENERALITES

14.1 Obligation du titulaire

Les produits concernés par ce marché sont les vêtements et les autres équipements de protection y compris la signalétique d'obligation du port des EPI. Ils concernent les domaines listés ci-dessous.

- Protection yeux, tête, visage.
- Protection ouïe.
- Protection mains.
- Protection jambes et pieds.
- Protection corps.
- Protection chute.
- Protection respiratoire.
- Signalisation.

Le titulaire doit fournir des produits portant obligatoirement le marquage CE et respectant les normes demandées. Les EPI doivent être conformes au règlement UE 216/425 du Parlement européen et du conseil du 9 mars 2016 et aux normes en vigueur au moment de l'exécution du marché. Ils doivent être en conformité avec la réglementation du travail.

Une fiche technique en français doit être fournie pour chaque produit.

14.2 Caractéristiques des produits commandés

Les produits sont listés dans le tableau ci-dessous. Les normes et exigences sont aussi fournies. Les caractéristiques des produits du tableau ci-dessous et celles des produits du catalogue fournisseur doivent être détaillées pour permettre de choisir le produit adéquat.

Les produits sont demandés dans des couleurs variées et non exhaustives qui sont indiquées dans le BPU.

Les quantités du tableau sont données à titre indicative pour la durée totale du marché, elles n'ont pas de valeur contractuelle.

Désignation	Norme	Niveau d'exigence	Quantité indicative non contractuelle
PROTECTION DES YEUX			
Lunettes			
Lunettes transparentes anti-rayure.	EN 166 - 170	Indice 3	30

Lunette à branches et à coques latérales mono écran : - filtration UV, protection rayonnement solaire - branche réglable.	EN 166 - 172-170	Indice 3	36
Lunettes protection : monture nylon oculaire en polycarbonate, - teinté, - noir, - anti-rayure.	EN 166 - 172 - 1836	UV classe 3	30
Lunettes protection : monture et oculaire en polycarbonate, - teinté, - anti-rayure.	EN 166 - 172	UV classe 3	20
Lunette de soleil de protection : - filtration UV, - branche réglable, teinté anti-rayure, polycarbonate.	EN 166 – 172		20
Lunette à branches et à coques latérales mono écran : - monture et oculaire en polycarbonate, - incolore, - anti-rayure.	EN 166 - 170	Indice 3	200
Lunette masque superposable : - monture PVC souple, - bandeau élastique réglage large, - écran panoramique en polycarbonate anti-rayure, - ventilation indirecte, anti-buée, anti-poussière, anti-projections chimiques.	EN 166 - 170		90
Lunettes protection : monture nylon oculaire en polycarbonate, - teinté sombre, - anti-rayure.	EN 166 - 172 - 1836	UV classe 4	240
Lunettes protection : monture et oculaire en polycarbonate, - jaune, - anti-rayure.	EN 166 - 170		94
Divers			
Station murale anti-poussière (pour endroits sales et poussiéreux) contenant 2 flacons lave œil de 500 ml de solution ophtalmique			20
Station murale contre le risque chimique contenant 1 flacon lave œil de 500 ml de solution ophtalmique et 1 flacon 200 ml de ph Neutral			20

Flacon de solution ophtalmique			30
Flacon de décontaminant chimique			20
PROTECTION DE LA TETE			
Casques			
Kit forestier (casque + visière grillagée + coquille anti-bruit)	EN 397-A1 - 1731 - 352-3	SNR 28db	74
Serre tête	EN 166		2
Casque de chantier : - coque et coiffe en polyéthylène, - haute densité, - réglage par stries, taille 53 à 61, - garniture frontale de 25 cm avec jugulaire, - blanc, rouge, vert, bleu.	EN 397 A1		90
Casque "électricien" en ABS électriquement isolant classe E, basse tension - jugulaire 4 points, - blanc.	EN 397-A1 - 50365		10
Casquettes et cagoules			
Casquette anti heurt : - coussinets intérieurs, - aération, - verte, bleue, rouge, jaune, noire, marine	EN 812		170
Cagoule-casque de soudeur électro-optique à cellule solaire	EN 166 - 175 - 379	S1	16
Casquette visière large : - 100 % coton, - aération, -, vert.			45
Divers			
Calot viscosse blanc, à usage court	HACCP		1000
Charlotte, à usage court, bord élastique	HACCP		1500
PROTECTION DU VISAGE			
Ecrans			
Ecran facial polycarbonate incolore avec serre tête	EN 166		26
Ecran facial pour travaux électriques avec serre tête	EN 166 - 389 - 168 - 170	2-1,2 (OBX) 2 BKN 9 EN 166 389 B CE	15
Kit jardinier ECRAN GRILLAGE+ANTIBRUIT	EN 1731 - 352-3	SNR30	35

PROTECTION DE L'OUÏE			
Casques anti-bruit			
Casque anti-bruit environnement très bruyant	EN 352-1	SNR 36 dB	266
Casque anti-bruit environnement bruyant	EN 352-1	SNR 30 dB	189
Casque anti-bruit protection universelle	EN 352-1	SNR 26 dB	284
Casque électronique anti-bruit ampli	EN 352-1 352-6	SNR 31 dB	60
Bouchons d'oreilles			
Bouchon anti-bruit mousse polyuréthane, avec arceau	EN 352-2	SNR 26 dB	120
Bouchon anti-bruit mousse polyuréthane	EN 352-2	SNR 26 dB	1215
Bouchon anti bruit demi mesure communiquant	EN 352-2	SNR19 dB et 26	50
Bouchon anti bruit demi mesure progressif	EN 352-2	SNR20 dB et 27	50
Bouchon réutilisable en élastomère, avec cordelette	EN 352-2	SNR 30-32 dB	313
Bouchon par paire en sachets individuels	EN 352-2	SNR 36 dB	3000
PROTECTION DES MAINS			
Gants de manutention			
Gant manutention légère T6 à T11	EN 420 - 388	2011	570
Gant manutention légère : - fleur de bovin souple - poignet élastique, protège artère	EN 420 - 388	3132 -	311
Gant manutention moyenne type maîtrise : - cuir bovin - serrage élastique, index d'une pièce	EN 420 - 388	3122	410
Gant docker, croûte supérieure cuir vachette	EN 420 - EN 388	2011	11
Gant protection travail mécanique	EN 420 - 388 - 374	2121	572
Gant manutention moyenne	EN 420 - 388	2112 –	150
Gant pour risque mécanique extrême sensibilité Tactile	EN 388	4121 – 4131	455
Gant jardinier rotofil : - cuir de bovin, - anti-vibration, anti-choc.	EN 420 -388		8
Gant pour l'assurage et le rappel (monteur d'antenne) : - trou d'attache gants au harnais - poignet avec fenêtre velcro	EN 420 – EN 388	3133	13
Gant nitrile à usage unique (non poudré / non stérile / ambidextre) noir	EN 420 - 388 EN 374-1, 2 et 3	3102	2600
Gant nitrile (contre acides, huiles, hydrocarbure, solutions aqueuses)	EN 420 - 388 EN 374-1, 2 et 3	3102	22
Gant latex vulcanisé double induction	EN 420 - 388	3122	6
Gant vinyle à usage unique	EN 374-2 - 420		600

Gant doigts coupés (mitaine) : - résistance à l'abrasion (renfort paumes), - fermeture par bande auto-agrippante au poignet.			67
Gants anti-coupure			
Gant anti-coupure	EN 420 - 388	4532 – 454X	220
Gants à usage unique latex poudré	EN420 EN 374-2	1010	1300
Gants à usage unique latex non poudré	EN420 EN 374-2		4400
Gants anti-chaleur			
Gants anti-chaleur, alimentaire hot 100°C - 350°C	EN 420 - 388 - 407- 511	4443	50
Gant soudeur	EN 420 - 388 - 407	3122	12
Gants électricien			
Gant électricien 500 V	EN 60903	Classe 00 AZC	20
Gants électricien 1000 V	EN 60903	Classe 0 AZC	22
Gants de protection chimique			
Gant PVC rouge hydrocarbures L40	EN 420 - 388 - 374	4121	37
Gant anti-acide : - PVC, - bras complet mini 60 cm, - rouge	EN 374-1-2-3	2212	30
PROTECTION DES PIEDS			
Chaussures de sécurité			
Chaussure de sécurité haute mixte	EN 20345	S3 SRA – HRO	423
Chaussure de sécurité basse mixte	EN 20345	S3 SRA – HRO	1005
Chaussure de sécurité basse aérée mixte	EN 20345	S3 SRA – HRO	380
Chaussure de sécurité haute aérée mixte	EN 20345		180
Botte de travail sécurité	EN 20345	1251110	54
Sabots			
Sabot de sécurité blanc microfibre lavable 30°	EN 20345 SRC SB E A	HACCP	175

PROTECTION DES JAMBES			
Genouillères			
Genouillère ultra légère réglable	EN 14404	Type 1	72
Pantalons			
Pantalon de travail : - 320g/m2, - 100% coton, - vert, bleu Bugatti, vert army, bleu navy gendarmerie	EN 340	CE	462
Pantalon de travail soudeur, coton, bleu Bugatti	EN 340-4701		80
Pantalon de travail : - 320g/m2, - coton/polyester, - vert, bleu Bugatti, vert US	EN 340	CE	50
Pantalon de travail résistant aux hydrocarbures BLEU			165
Pantalon de cuisinier pied de poule	HACCP		130
Pantalon avec genouillères : - 300g/m2, - 60% coton, - genoux renforcés, - poches compartimentées porte-outils, - vert	CE		130
PROTECTION DU CORPS			
Blouses			
Blouse homme : - coton /polyester, - couleur bleue	EN 340		4
Combinaisons			
Combinaison de travail : - 100% coton, - fermeture zip, - vert, bleu Bugatti.	EN 340		20
Combinaison travaux en hauteur : - double fermeture totale à glissière, - bleu.	EN 510		60
Cotte de travail : - à bretelles, - en coton, couleur bleu Bugatti	EN 340		50

Vêtements de pluie			
Veste de pluie : - polyester/PVC, - couleurs : vert army	EN 343		216
Pantalon de pluie : - en polyester/PVC, - couleur vert army	EN 343	Classe 3	216
Gilets			
Gilet de signalisation baudrier ou double ceinture	EN 471	Classe 2	75
Tabliers			
Tablier chef cuisinier, blanc	HACCP		1500
Tablier protection débroussailleuse, croûte de cuir			8
Tablier de soudure : - cuir, - croûte 60 cm.	EN ISO 11611	Classes 1 et 2	2
Tablier à usage courant	EN 340		50
Vestes			
Veste de soudeur	EN 340-EN 470		9
Veste de travail : - 100% coton ou coton/polyester, - bleu, vert army	EN 340		4
Veste résistant aux hydrocarbures, bleu	EN ISO 11612 EN ISO 11611 IEC 61482-2 EN 13034 EN 1149-5	A1 B1 C1 E3 F1 classe 1 A1 classe 1-4ka type PB6	50
Veste de cuisine, blanche manches longues			140
Veste de cuisine, blanche, manches courtes	HACCP		170
Tee-shirts			
Tee-shirt : - 150 g/m2, - 100% coton, - vert, blanc, bleu, gris, noir, vert army, bleu navy gendarmerie	EN 340		771
Divers			
Ceinture lombaire			64
Kir visiteur, à usage court			100
Ceinture lombaire avec bretelles			60
Trousse de secours bureau, 1 à 5 personnes			28
Trousse de secours extérieur, 5 à 10 personnes			51
Trousse de secours type forestier, 5 à 10 personnes			10

PROTECTION CONTRE LES CHUTES			
Harnais			
Harnais : - 2 panneaux dorsaux, - 2 sangles.	EN 361		7
Harnais antichute : - 2 points d'accrochage dorsal et sternal, - réglage des bretelles et cuissardes, - boucles standard, - protège-étiquette velcro, - indicateur de chute.	EN 361		11
Harnais 3 points d'attache : 1 anneau en D dorsal, 1 ventral et 1 sternal acier	EN 358 – EN 361		4
Longes			
Longe anti-chute : - à sangles, - absorbeur d'énergie, - long 2 mètres.	EN 354		8
Longe de maintien : - long : 2 m, - diam : 12 mm, - résistance : 22 kg, - 1 mousqueton type 71110, - 1 crochet type 71160.	EN 354		8
Dispositifs anti-chute			
Connecteur alu automatique	EN 362		20
Connecteurs			
Connecteur acier : - fermeture à vis, - résistance 23kN.	EN 362		25
Connecteur acier : - fermeture automatique 1/4 de tour, - résistance 23kN.	EN 362		20
Connecteur aluminium : - fermeture automatique 1/4 de tour, - résistance 23kN.	EN 362		13
PROTECTION RESPIRATOIRE			
Masques			
Masque panoramique 1 filtre	EN 136	Classe 2 - embase filetée	4
Masque 1 pli	EN 149		300
Masque papier 2 plis	EN 149		70
Masques jetables	EN 149	FFP1	1140
Masques jetables	EN 149	FFP 2 charbon	1060

Demi-masques			
Demi-masque réutilisable pour 1 filtre à vis	EN 140		30
Demi-masque réutilisable pour 2 filtres à vis	EN140		93
Demi-masque à usage unique avec soupape d'expiration	EN 149	FFP 2	675
Filtres (adaptables sur demi masques et masques panoramiques)			
Filtre gaz et vapeurs	EN141	A1P2	38
Filtres poussières nuisibles	EN141	P2	36
Filtres gaz et vapeurs organiques, inorganiques, gaz acides, amoniac	EN141	A1B1E1K1	76
Filtres gaz et vapeurs organiques, inorganiques, gaz acides, amoniac, poussières hautement toxiques	EN14387	A2B2E2K2P3	38
Filtre peinture	EN 143	A1B1E1K1P3	56
Filtre solvant	EN 143	A1B1E1K1	24
Filtre à particules, poussières hautement toxiques	EN 143	P3	70
SIGNALISATION SECURITE SANTE AU TRAVAIL			
Panneaux d'obligation, PVC, diamètre : 200 mm	NF EN ISO 7010		
ATTACHER LA CEINTURE SECURITE			5
CASQUE DE PROTECTION OBLIGAT			15
GILET SECURITE HV OBLIGATOIRE			5
HARNAIS DE SECURITE OBLIGAT			5
LAVAGE DES MAINS OBLIGATOIRE			15
LUNETTES PROTECT OPAQUES OBLIG			5
MASQUE DE SOUDAGE OBLIGATOIRE			15
! OBLIGATION SIGNAL GENERAL			5
SERRE-TETE ANTIBRUIT OBLIGAT			5
UTILISER LA MAIN COURANTE			5
UTILISER LA PASSERELLE			5
UTILISER LE PASSAGE			5
UTILISER UNE CREME DE PROTECT			5
VETEMENTS DE PROTECT OBLIGAT			5
VISIERE DE PROTECTION OBLIGAT			15
BLOUSE COTON OBLIGATOIRE			5
BONNE POSITION POUR SOULEVER			5
BOUTEILLE DE GAZ OBLIGATOIRE			5
CADENAS OBLIG			5
CEINT SECURITE OBLIGATOIRE			5
CHAUSS ISOLANT OBLIG			5
DOUCHE OBLIG			5
GILET SAUVET OBLIGATOIRE			5
GRILLE PROTECT. OBLIGATOIRE			5

OXYMETRE OBLIGATOIRE			5
PORT CHARLOTTE OBLIGATOIRE			10
PORT DE LA COIFFE OBLIG			10
PROT OBLIG TET /VUE/OUIE			5
PROTEC OBLIG TETES VOIE RESPET VUE			5
PROTECTION OBLIGATOIRE TETE ETOUIE			5
PROT OBLIG TETE ET VUE			5
PROTEC OBLIG TETE VUE ACIDE			5
PROT OBLIG TETE/VOI RESP			5
PROTEC OBLIG TETES VOIE RESP			5
PROTECT OBLIG TETE VOIE RESP VUE CONTRE ACIDE			5
PORT SURCHAUSSURES OBLIGATOIRE			5
GAZ TOX METTEZ VOS MASQUES			5
PORT EQ ANTI- ACIDE OBLI			5
PORT EQUIP SPEC OBLI			5
PORT DES PROTEC OBLI			15
PORT VETEMENTS SPEC OBLI			5
POUR DECOUPER LUNETTE OBLIG			5
OBLIGATION DE RANGER SON POSTE DE TRAVAIL			5
CHAINES BOUTEILLES DE GAZ OBLIGATOIRE			15
POUR MEULER LUNETTES OBLIGATOIRE			15
PROTECTION OBLIGATOIRE VUE ET OUIE			5
PORT DU TABLIER DE PROTECTION OBLIGATOIRE			5
TABLIER OBLIGATOIRE			5
BOTTES OBLIGATOIRES			5
PORT DU MASQUE OBLIGATOIRE			5
PROTECTION OBLIGATOIRE DES MAINS			5
LUNETTES DE PROTECTION OBLIGATOIRES			5
PROTECTION DES VOIES RESPIRATOIRES OBLIGAT.			10
MISE A LA TERRE DES CITERNES OBLIGATOIRE			8
MISE A LA TERRE OBLIGATOIRE			5
PROTECTION OBLIGATOIRE DES MAINS			5
PROTECTION OBLIGATOIRE DE LA VUE			5
PROTECTION OBLIGATOIRE DES PIEDS			5

Divers			
DANGER DU AU BRUIT 300			10
DANGER TERRE 300			2
DANGER MATIERE CORROSIVE 300X300X300			10
DANGER CIRCULATION D'ENGINS 300X300X300			5
DANGER MATIERES INFLAMMABLES 300X300X300			10
DANGER ATMOSP EXPLOSIVE 300X300X300			2
DANGER BATTERIES 300X300X300			4
DEFIBRILLATEUR AUTOMATIQUE EXTERNE P/ LE CIUR 200X			10
DEFENSE DE FUMER + DECRET DIAM 180			10
HAUTE TENSION DEFENSE TOUCHER D 180			3
INTERDIT DE TOUCHER, RISQUE D'ELECTROCUTION D 180			10
TABAC INTERDIT D 180			5
CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC D 180			5
RUBAFORT rouge et blanc (rubalise), 50 mm x 100 m			10
SIGNALISATION DE RISQUE, rubalise jaune et noire 100 ml x 50 mm		PEHD	1

D'autres produits sont listés dans un catalogue donné par le fournisseur. Ces produits peuvent être différents ou identiques à ceux du tableau ci-dessus. Lorsque les produits sont identiques à ceux du tableau ci-dessus, le conditionnement doit être différent de celui indiqué dans le BPU.

Le catalogue présenté doit contenir le prix public de chaque produit, la remise accordée accordé à l'Administration sur ce prix public et le prix de vente TTC à l'Administration livraison comprise.

La notice d'utilisation de certains EPI peut préciser une date de péremption ou une durée d'utilisation à respecter. **Les produits qui ont une date de péremption doivent avoir une durée d'utilisation minimale de 1 an après la date de livraison.**

La notice d'utilisation, fournie par le fabricant de l'EPI doit obligatoirement contenir des informations sur les conditions de stockage, d'emploi, de nettoyage, d'entretien, de révision et de désinfection.

14.3 Livraison

Une commande peut être de type « courante » ou « urgente ».

Le délai de livraison pour une commande courante est fixé à 35 jours calendaires maximum. Le candidat peut proposer un délai plus court qui devient le délai de livraison contractuel.

Le délai de livraison pour une commande urgente est fixé à 7 jours calendaires maximum.

Les lieux de de livraison sont les sites des bénéficiaires qui sont situés en Guyane.

Le lieu de livraison pour la gendarmerie est :

Commandement de la Gendarmerie de Guyane

Section Santé et Sécurité au Travail

Caserne La Madeleine

1296, route de la Madeleine

97300 CAYENNE

Le RSMA a deux adresses de livraison :

- RSMA-Guyane

Quartier Némé

BP 246

97393 SAINT LAURENT DU MARONI

- RSMA-Guyane

CFP2

Quartier Félix Éboué

BP 7012

97307 CAYENNE cedex

Les Forces Armées en Guyane ont plusieurs adresses de livraison :

- Cayenne - Quartier de La Madeleine (EMIA/GSBDD/DIRISI/DIASS/DID/9ème RIMa)

- Rémire-Montjoly - Cabassou

- Rémire-Montjoly - Base navale de Dégrad des Cannes (GSBDD/BNDDC/PAG/GEND MAR)

- Matoury Base aérienne 367

- Matoury – Dépôt Essence Mixte du Service des Essences des Armées

- Matoury - GSBDD

- Kourou - Quartier Forget - 3ème REI

- Kourou - Gendarmerie Maritime

- Régina - 3ème REI - CEFE

- Saint Georges - 3ème REI (+ Camopi)

- Saint Jean du Maroni - 9ème RIMa

Les bénéficiaires peuvent demander pour une même commande des colisages différents.

ARTICLE 15: MODALITE D'EXECUTION DE LA PRESTATION

15.1 Moyens mis en œuvre

Le titulaire affecte les personnels et le matériel nécessaire à la bonne exécution pour chacune des commandes.

15.2 Sécurité

Le titulaire se doit de respecter les dispositions édictées par la réglementation en vigueur au titre de prestations effectuées pour ce marché public.

15.3 Annulation et report des prestations

En cas de problème technique, la réalisation de la prestation peut être reportée en attendant de retrouver des conditions favorables.

Dans ce cas, le titulaire prévient aussitôt le bénéficiaire concerné (FAG, Gendarmerie, RSMA).

En cas de problème technique, le titulaire est dans l'obligation de faire une proposition de remplacement qui doit être acceptée par le bénéficiaire.

En cas d'acceptation, la proposition doit être signée par le bénéficiaire et transmise dans les meilleurs délais.

15.4 Contrôle des prestations

Le Certificat de Conformité doit être signé contradictoirement par le titulaire et le bénéficiaire.

Ce document atteste le Service Fait (SF). Le modèle sera fourni lors de la réunion de lancement.

Ce document est à déposer par le titulaire avec la facture sur Chorus Pro.